



Grève du 15 novembre 2016
(communiqué **FO** DGFIP)

LE DEMANTELEMENT DU RESEAU DE PROXIMITE DOIT CESSER

La DGFIP tablait sur un échec du mouvement du 15 novembre à tel point qu'elle a fortement insisté auprès du cabinet du ministre pour les organisations syndicales ne soient pas reçues, comme c'est habituellement le cas.



Le 15 novembre, c'est à 19H que les syndicats ont été informés que le conseiller social du ministère les recevrait !

Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis mais cette volte-face est pour le moins curieuse ! Une analyse approfondie des chiffres de la grève nous donne un probable début d'explications de ce revirement.

En effet, des taux moyens, qui pourraient à l'issue d'un examen rapide être considérés comme non significatifs, ne le sont pas au regard de mouvements similaires dans les autres secteurs de la Fonction Publique.

UN AGENT DE LA DGFIP SUR 4 ÉTAIT EN GRÈVE LE 15 NOVEMBRE.

De surcroît, la moyenne dissimule des réalités dérangeantes pour l'administration.

La DGFIP est divisée en 2 zones avec :

- d'un côté, une DGFIP urbaine dans laquelle les taux sont dans la moyenne ou en dessous
- et de l'autre une DGFIP, rurale ou périurbaine avec des pointes à plus de 50 %, 100 % dans bon nombre de trésoreries en milieu rural.

Après la France périphérique, la DGFIP périphérique

D'abandon de pans entiers du territoire en regroupement ou abandon de missions, les agents des rares services encore implantés en milieu rural, non seulement essuient le mécontentement légitime de leurs concitoyens mais se sentent eux aussi abandonnés de leur administration.

La dématérialisation ne peut pas



tout d'autant qu'il existe encore des zones dont la couverture numérique n'est pas optimale. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, loin de considérer le taux global de grévistes comme négligeable, le cabinet du ministre s'en est-il alarmé au point d'organiser en catastrophe ce rendez-vous.

Le niveau de mobilisation des catégories A+ n'est sans doute pas étranger à ce revirement mais n'explique pas tout...

Trop occupé à accélérer le démantèlement du réseau comme s'il en faisait une affaire personnelle, le Directeur Général refuse de regarder cette réalité ; pire, il invite les directeurs départementaux à user de moyens d'intimidation envers les militants syndicaux.

Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas !

Dans la fuite en avant de l'austérité budgétaire tenant lieu de projet politique, les ministres et directeurs d'administration centrale en ont oublié l'essentiel : le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. C'est-à-dire un puissant vecteur de réduction des inégalités. Depuis plusieurs jours, des experts particulièrement pointus en matière d'analyse des maux de la société américaine font preuve d'une cécité s'agissant de la société française égalant celle de notre administration pour ce qui concerne le réseau.

L'austérité est économiquement, socialement et démocratiquement suicidaire.

Jean-Claude MAILLY, secrétaire général de **FO** dit souvent que l'austérité est suicidaire économiquement, socialement et démocratiquement. Notre direction générale serait bien inspirée de méditer ses propos.

DANS LES JOURS QUI VIENNENT, DE NOUVELLES ACTIONS SERONT PROPOSÉES : C'EST MAINTENANT ET AVANT LA FIN DE L'ANNÉE QUI FAUT NOUS FAIRE ENTENDRE.

Dans l'attente, le boycott des groupes de travail est maintenu jusqu'au Comité Technique de Réseau (niveau DGFIP).

FO continuera d'écrire à l'administration pour donner sa position sur les différents sujets préoccupants du moment.